



Westminster & City News

NUMÉRO 44

Du 23 novembre au 29 novembre 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Le Gouvernement a publié son [étude d'impact du Brexit](#) – Le projet d'accord sur la relation future défendu par Th. May (plan de *Chequers*) serait le meilleur scénario de sortie de l'UE (-0,6 % de croissance sur 15 ans en cas de libre circulation, -2,5 % en cas de solde migratoire nul avec l'UE), devant l'EEE (-1,4 %), un ALE (-4,9 %, -6,7 % en cas de solde migratoire nul) et le no deal (-7,7 %, -9,3 % en cas de solde migratoire nul). Les barrières non-tarifaires seraient les premiers canaux de transmission de l'impact du Brexit. En cas de no deal, les secteurs les plus touchés seraient la chimie et l'automobile. Dans le scénario de *Chequers*, l'agriculture serait le secteur le plus affecté. Les zones les plus touchées par le no deal seraient les régions du Nord, les West Midlands et l'Irlande du Nord, alors que le scénario *Chequers* affecterait davantage Londres et le Sud Est. Le backstop n'a pas été modélisé.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Le nombre d'entreprises exportatrices et importatrices a augmenté de 13 % en 2017 – Selon l'[ONS](#), le nombre d'entreprises britanniques non financières qui exportent ou importent des biens et services est passé de 326 000 en 2016 à 340 000 en 2017. Près de 99 % de ces firmes étaient des PME. Ces entreprises ne représentaient toutefois que 15 % des PME présentes au RU. À l'inverse, plus de 53 % des grandes entreprises britanniques commerçaient à l'international. Les services professionnels (audit, conseil en management et cabinets d'avocats) étaient le secteur qui comptait le plus d'entreprises exportatrices ou importatrices (53 % du total) suivi de la vente au détail (31 %).

Le RU a signé un accord instaurant une union douanière avec Guernesey, Jersey et l'île de Man - Cet accord vise à remplacer le troisième [protocole](#) de l'*European Communities Act* de 1972, qui consacre le rattachement de ces trois entités à l'union douanière de l'UE. Cette loi sera abrogée au 31 mars 2019 dans le cadre du Brexit. Par ce nouvel [accord](#), Guernesey, Jersey et l'île de Man devront s'aligner sur le code douanier et le tarif extérieur du RU. Ces territoires resteront toutefois indépendants du RU concernant la fiscalité indirecte (TVA et accises). Guernesey, Jersey et l'île de Man sont des dépendances de la couronne britannique : elles n'appartiennent pas au RU mais sont rattachées à ce dernier concernant la défense et les relations extérieures.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

La FCA soutient une période de transition limitée dans le temps – À l'instar de la BoE et du gouvernement, la *Financial Conduct Authority* a produit une [analyse](#) du projet d'accord de retrait et de déclaration politique, à la [demande](#) du *Treasury Committee*. La FCA confirme qu'une sortie sans accord serait assortie d'enjeux importants et que les risques ne pourraient tous être jugulés. Elle insiste sur la nécessité de maintenir une période de transition suffisante pour la préparation des entreprises, mais limitée dans le temps car le RU n'aurait plus de place dans les instances de gouvernance de l'UE. Une transition courte serait également plus incitative à l'adoption rapide des décisions d'équivalence par la Commission européenne. Elle souligne les incertitudes actuelles : capacités des

acteurs publics et privés à exécuter les plans de continuité d'activité et à reconnaître les équivalences en particulier dans le domaine du partage des données ; étendue de la coopération réglementaire ; solutions européennes assurant la continuité des contrats et de réduction des risques de *cliff edge*.

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

Le FPC reste optimiste sur la robustesse du système bancaire britannique – Le stress test 2018 indique que le système bancaire britannique devrait être en mesure de faire face au pire scénario de sortie de l'UE envisageable. Les grandes banques britanniques seraient dans une situation bien plus appréciable qu'avant la crise de 2008 avec des ratios de fonds propres trois fois et demie plus élevés. Aussi, elles ne semblent pas vulnérables à une pénurie de liquidité. Le *Financial Policy Committee* (FPC) souligne toutefois les risques posés par le resserrement des conditions financières alors que les taux d'endettement sont élevés au niveau mondial et en particulier dans les pays émergents. Le taux de coussins de protection contracyclique (CCyB) a été maintenu à 1 % et le FPC s'est dit prêt à faire évoluer ce taux conformément à l'évolution des risques. Ces résultats ont été publiés le 28 novembre, soit une semaine plus tôt que prévu, afin de s'aligner sur la publication de l'étude d'impact du Brexit de la BoE.

Le nombre de cyberattaques contre des institutions financières a augmenté de 18 % en 2018 – Dans un [discours](#) prononcé chez Bloomberg, Megan Butler, directrice exécutive de la supervision à la FCA, a dressé un bilan sévère sur la préparation des institutions financières aux risques cyber qui ont fortement augmenté depuis janvier. Par ailleurs, le nombre de pannes informatiques dans les banques et les sociétés financières a plus que doublé au cours de la même période. Plus de la moitié des institutions financières n'auraient pas mis à jour les logiciels de protection de leurs systèmes informatiques. Pour Dan Crisp, directeur de la technologie et de la politique numérique chez UK Finance, les résultats publiés par la FCA soulignent « le besoin urgent pour les entreprises d'être plus efficaces dans la lutte contre la menace croissante de la cybercriminalité ». Les organisations professionnelles saluent le lancement en octobre du *Financial Services Cyber Collaboration Service* qui devrait contribuer à organiser de manière plus rapide et mieux coordonnée la réaction de l'industrie aux cyber-menaces.

La BoE publie les résultats de sa consultation sur les nouveaux messages de paiement – La consultation de la BoE lancée cet été, en collaboration avec *Pay.UK* et le *Payment Systems Regulator*, portait sur l'adoption d'une norme mondiale commune de messagerie, appelée " ISO 20022 ", pour les paiements au RU, afin d'apporter des avantages significatifs et à long terme aux prestataires de services de paiement, ainsi qu'aux entreprises et aux ménages qu'ils servent. Le passage à cette nouvelle norme doit être introduit dans le cadre du renouvellement du service de règlement brut en temps réel pour les paiements CHAPS et de la mise en place d'une nouvelle architecture de paiement pour les paiements de détail. Les [réponses](#) à la consultation ont largement appuyé les propositions de la BoE notamment en ce qui concerne l'introduction du *Common Credit Message*. La BoE, qui s'est félicitée de ces retours positifs, doit lancer des groupes de travail avec l'industrie pour la mise en œuvre stratégique de la norme ISO 20022.

BANQUES

Les consommateurs britanniques augmentent leur utilisation quotidienne de cartes de crédit – Dans son dernier [rapport](#) sur les finances des ménages, l'organisation professionnelle UK Finance relève que les consommateurs recourent de plus en plus aux achats à crédit par cartes pour les achats du quotidien, et plus uniquement pour les achats ponctuels. Ces pratiques s'expliqueraient par une plus grande protection offerte aux consommateurs, y compris pour l'achat de produits onéreux, ainsi que par le fait que les paiements par cartes de crédit s'accompagnent souvent de points de fidélité. Néanmoins, cette utilisation croissante des paiements à crédit s'accompagne d'une hausse de la dette (près de 17,1 Md £ de dettes accumulées au RU en octobre 2018), ce qui inquiète les associations de consommateurs et les organisations caritatives dans le contexte des fêtes de Noël.

AUDIT

BDO va fusionner avec le cabinet britannique Moore Stephens – BDO a annoncé [fusionner](#) avec Moore Stephens le 24 novembre dernier. Si la fusion devrait permettre au cabinet de devenir le cinquième auditeur du marché UK et de dépasser Grant Thornton en termes de revenus générés, les revenus de BDO restent très inférieurs à ceux de KPMG, quatrième cabinet des *Big Four* (560 M£ contre 2,2 Md£ pour KPMG). Cette opération, qui transforme le paysage de l'audit britannique, devrait permettre à BDO de renforcer son expertise dans des secteurs très lucratifs, tels que les services financiers, l'assurance et le transport de marchandises. L'offre d'audit du cabinet

devrait également être plus concurrentielle sur le marché des sociétés hors FTSE 100. Le projet de fusion devrait faire l'objet d'une étude attentive de l'autorité de la concurrence britannique (CMA) et du régulateur comptable national (FRC), dans un contexte où le secteur est déjà vu comme insuffisamment concurrentiel avec la domination de Deloitte, PwC, EY et KPMG. L'opération ne devrait en principe pas poser de problème de concurrence.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Louis Martin
et Laura Guenancia

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 29 novembre 2018